

L'impunité continue au Burundi

Deutsche Welle&Irm;, 12.12.2016 Au Burundi, le 12 décembre 2015, les corps de jeunes tués par balles gisaient dans certains quartiers de Bujumbura, la capitale. Un an après, les responsabilités n'ont toujours pas été établies. Selon un rapport de la FIDH, la Fédération internationale des droits de l'homme, 300 jeunes auraient été raflés le 12 décembre, et 154 d'entre eux ont été exécutés, par les forces de sécurité. La liberté des commanditaires et des auteurs de ces atrocités suscite, un an après, la colère dans la société civile.

C'est le cas de l'écrivain Burundais, David Gakunzi. "Lorsqu'on ne poursuit pas les responsables d'un crime comme celui là commis au grand jour, cela veut dire qu'on renforce la culture de l'impunité. Et quand cette culture s'installe dans une société ça veut dire qu'on ouvre la porte au mépris total de la vie et à toutes les horreurs possibles", indique-t-il. **Déni du gouvernement** Les résultats de la commission d'enquête diligentée par le gouvernement n'avaient pas fait mention des meurtres des habitants de Bujumbura ou des abus commis par les services de sécurité. Le pouvoir est plutôt dans le déni quant aux exactions perpétrées par les forces gouvernementales. "Ce qui s'est passé, c'est que des installations militaires ont été attaquées. Quand les assaillants ont été défaits, couverts de honte, ils se sont mis à tirer sur les populations innocentes. Ils sont donc responsables de toutes ces personnes mortes", estime Claude Karerwa Ndenzako, porte-parole de la présidence. **Le spectre du génocide** Se basant sur des photos prises par satellites, Amnesty International avait annoncé l'existence de plusieurs charniers autour de Bujumbura, à la suite des raids des forces de l'ordre. Des massacres qui font planer le spectre d'un génocide selon David Gakunzi. "Au Burundi, on est déjà dans un processus génocidaire qui peut aboutir un jour à un crime de masse si on ne réagit pas face au tragique défi que nous avons devant nous. Il s'agit de faire pression sur les principaux responsables de ce terrible processus", ajoute l'écrivain. Le Burundi est en proie à de graves violences depuis le début des manifestations contre la troisième candidature du président Nkurunziza en 2015.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});